

Révision de la méthodologie d'examen d'un projet d'ouvrage de stockage d'électricité dans les zones non interconnectées

Date de la contribution : 12/06/2024

Introduction

Modalités de transmission du dossier

Question 1 : Les évolutions envisagées relatives aux modalités de transmission du dossier de saisine vous paraissent-elles adaptées ?

Oui, les évolutions envisagées nous semblent adaptées

Articulation entre les différentes technologies de stockage

Question 2 : Partagez-vous la nécessité de faire évoluer les dispositions relatives à l'articulation des différentes technologies de stockage ?

Sans avis

Question 3 : Les évolutions envisagées, notamment la possibilité de saisir la CRE hors guichet en gré à gré, la possibilité de réaliser des guichets dédiés aux technologies prioritaires et de réserver un volume lors des autres guichets si les projets ne sont pas prêts, vous paraissent-elles répondre aux difficultés rencontrées ?

Au vu des temps de développement significativement différents des projets, **il nous semble en effet adapté de séparer les technologies BESS et STEP pour les guichets de saisine**

Documents relatifs aux autorisations administratives

Question 4 : Les exigences relatives aux autorisations administratives envisagées pour les projets de stockage électrochimique (batteries) et plus généralement pour les projets qui ne sont pas soumis à autorisation environnementale vous paraissent-elles adaptées ?

Oui, ces exigences nous semblent adaptées

Question 5 : S'agissant des projets soumis à autorisation environnementale, notamment les projets de STEP, quels documents vous semblent-il pertinent d'exiger lors de la saisine ?

Sans avis

Question 6 : Pour ces mêmes projets, à quel stade de développement et état des démarches d'autorisation est-il possible de saisir la CRE avec un dossier de saisine comportant des coûts engageants et justifiés ?

Sans avis

Documents relatifs au raccordement

Question 7 : Partagez-vous les constats sur les problématiques rencontrées ? Identifiez-vous d'autres problématiques relatives à l'articulation entre les demandes de raccordement et les guichets stockage ?

Au-delà des problèmes de variation des coûts de raccordement pour les candidats disposant d'une PTF, si le porteur de projet souhaitait conserver sa place dans la file d'attente il était dans l'obligation de payer un acompte conséquent sous 3 mois, bien avant de savoir si son projet était lauréat. Se contenter d'une PRAC permettrait donc

aux porteurs de projets de ne plus être exposés en attendant la désignation des lauréats.

Question 8 : Le principe général de la solution envisagée à ce stade, consistant à ne faire rentrer en file d'attente que les lauréats du guichet, répond-elle aux difficultés rencontrées ?

Oui, cette solution nous paraît plus équitable et moins risquée

Question 9 : Les solutions identifiées relatives à l'estimation du coût de raccordement des différentes combinaisons de projets lors de la phase d'instruction vous paraissent-elles adaptées ?

Nous encourageons la décision de considérer les PRAC plutôt que les PTF pour l'examen des dossiers. Cependant, nous émettons des doutes concernant la capacité du GRD à fournir les capacités de raccordement disponibles sans travaux supplémentaires et d'en proposer une cartographie précise pour désigner les zones d'implantation des projets.

Nous avons déjà constaté des incohérences entre les cartes proposées par l'ARD SEI et le discours d'EDF en local, la gestion du réseau dans la réalité semblant différente de celle simulée par EDF SEI.

Plutôt que des zones d'implantation prescrites, il serait pertinent d'indiquer des coûts de raccordement au km séparant le projet du poste de raccordement, en orientant ainsi naturellement les porteurs de projets vers les sous-stations les moins saturées.

Il conviendrait également que le GRD précise la limite de puissances de soutirage pour le réseau HTA qui semble être inférieure aux 12MW en injection, sans toutefois être précisée nulle part. Les porteurs de projets mettent à disposition du GRD la puissance maximale que peut fournir leur centrale, mais sans information sur les puissances disponibles en injection et en soutirage, ils peuvent se retrouver pénalisés par des coûts de raccordement excessifs ou un passage en HTB. Si ces informations étaient connues, les porteurs de projets pourraient diminuer cette puissance contractuelle pour limiter l'encombrement du réseau.

Question 10 : Identifiez-vous d'autres solutions susceptibles de répondre aux problématiques rencontrées ?

Si le GRD n'est pas en mesure de communiquer en amont les informations précisées dans ce paragraphe, nous jugerions adéquat de considérer un laps de temps permettant aux porteurs de projet de discuter avec le GRD pour revoir les hypothèses de puissance inscrites dans les fiches de collecte des projets afin de mieux dimensionner celles-ci face aux besoins réels du réseau.

Par ailleurs, de manière similaire aux centrales photovoltaïques ou éoliennes, la question se pose selon nous de considérer le système de quote part pour le raccordement des projets de stockage d'énergie.

Dimensionnement des projets de batteries

Question 11 : Partagez-vous les constats sur les problématiques évoquées ?

Oui, le manque d'indication sur les besoins du réseau empêche les porteurs de projets de dimensionner leurs projets de stockage de manière optimale et pertinente pour les besoins du réseau

Question 12 : La fixation par la CRE de certaines caractéristiques des installations (rapport énergie / puissance, fourniture d'inertie, durée du contrat et nombre de cycle annuels) vous semble elle opportune ?

La fixation de certains critères techniques (rapport énergie / puissance, fourniture d'inertie et nombre de cycle annuels) par la CRE peut aider les porteurs de projet à mieux répondre aux besoins du réseau. Si les gros entretiens et renouvellements sont supprimés, il serait préférable de laisser les porteurs de projets proposer une durée de contrat permettant d'optimiser leurs scénarios de repowering.

Au cours du précédent guichet de saisine, la CRE a autorisé les porteurs de projets à proposer deux valeurs de capacité contractuelles : une valeur initiale entre la mise en service et fin 2032 et une seconde valeur valable à partir de début 2033. Les prochains guichets proposeront-ils également des valeurs évolutives pour la capacité des batteries ou devons-nous proposer une unique valeur contractuelle sur toute la durée de vie du projet ?

Question 13 : Les valeurs considérées pour ces différents paramètres vous paraissent-elles adaptées ?

- o Rapport énergie/puissance : Un rapport de 2h est assez classique pour ce type de projets. A noter que la capacité utilisable des batteries diminue avec les années, imposer un rapport de 2h reviendrait donc à dimensionner leur puissance en fonction de la capacité en fin de vie et donc à limiter la puissance que pourrait fournir les batteries.
- o Inertie : Nous partageons la décision d'interdire l'ajout de dispositifs visant à fournir de l'inertie au réseau pour les installations de stockage électrochimique.
- o Nombre de cycles : La durée de vie d'une batterie est liée au nombre de cycles équivalents réalisés chaque année. Il est donc important de fixer un nombre de cycles contractuels pour garantir un profil de vieillissement de la batterie. Les fournisseurs de batteries sont en mesure de proposer 400 cycles par an. Un cyclage plus important entraînera un vieillissement accéléré de la batterie qui pourrait mettre le porteur de projet en défaut en fin de vie du projet par rapport à la capacité initialement garantie.
- o Durée du contrat : Aujourd'hui la plupart des fournisseurs de batteries proposent des batteries d'une durée de vie de 15 à 20 ans (en fonction du nombre de cycles annuels à réaliser). La levée de l'interdiction des gros entretiens et renouvellements pourrait éventuellement permettre des durées de projet encore plus importantes. Il faudrait préciser si ces GER permettent uniquement l'installation de capacité supplémentaire dans la limite de la durée de vie des premières batteries installées ou s'ils incluent également le remplacement total de ces batteries arrivées en fin de vie par des nouvelles, ce dernier cas ouvrant la porte à une durée de contrat sans fin

Pour ces GER, il sera impératif d'informer la DEAL et les services instructeurs des projets de ce mécanisme et de vérifier que les permis de construire et déclarations ICPE à obtenir ne constituent pas un frein à leur réalisation. En effet, nous devrions prévoir dans le permis de construire des zones supplémentaires pour des containers de stockage d'énergie qui seront mis en place après la mise en service. Il faudra sensibiliser la DEAL sur cela pour qu'il soit possible d'adapter la centrale au fur et à mesure dans le temps, sur base des plans évolutifs fournis pour le permis de construire, afin de répondre aux besoins des GER.

Question 14 : Identifiez-vous d'autres caractéristiques qui gagneraient à être prescrites et à quelles valeurs le cas échéant ?

Nous avons besoin de connaître les limites de puissance en injection et en soutirage des postes de raccordement qui n'entraîneraient pas de travaux supplémentaires

Calendrier des prochains guichets

Question 15 : Avez-vous des remarques sur le calendrier envisagé ?

Quels volumes de puissance et capacité seront appelés pour ces prochains guichets ?
Pouvez-vous nous partager une mise à jour des cartes du réseau indiquant les postes de raccordement saturés en Guadeloupe et en Corse ? Pourquoi ne pas prévoir les guichets de Guadeloupe et de Corse en même temps ? Un unique guichet de saisine regroupant ces deux régions serait préférable pour mobiliser nos ressources internes une unique fois

Question 16 : Identifiez-vous des dispositions de la méthodologie non abordées dans la présente consultation qui mériteraient d'être modifiées et pour quelles raisons le cas échéant ?

Nous n'identifions pas d'autres dispositions à modifier